

Une semaine au cœur du NPA - quelques réunions publiques

vendredi 31 octobre 2008, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2008).

À l'approche du congrès de fondation du NPA, en janvier prochain, les réunions d'élargissement du processus se multiplient.

Sommaire

- [Strasbourg : Plan emploi \(...\)](#)
 - [D'autres réunions](#)
-

Paris 20^e

Samedi 18 novembre, les comités NPA du 20^e arrondissement de Paris ont organisé un rassemblement public. Les quatre comités, nés après les élections municipales, avaient déjà organisé deux réunions publiques au printemps. Centrée sur le meeting, la première partie a permis d'affirmer la présence du NPA, tandis que la deuxième partie laissait place à la fête anticapitaliste, avec dance floor et DJ adaptés aux circonstances. La préparation de cette réunion, tant du point de vue de la conception politique que de l'organisation pratique, a été prise en charge collectivement.

La réunion publique a été marquée par les luttes, tant au niveau local que national. Après une présentation générale axée sur nos réponses à la crise économique, faite par une militante du NPA 20^e, la parole fut donnée à une employée de DMMS (société de nettoyage). Elle est revenue sur la lutte qu'elle mène avec ses collègues sans papiers en vue de leur régularisation. Un délégué syndical CGT est ensuite intervenu sur la grève que mènent les salariés de la maison de retraite des Amandiers, pour leurs salaires et leurs conditions de travail, ayant constaté à quel point ils étaient divisés, tant par la multitude des statuts que par l'individualisation de la rémunération (lire Rouge n° 2271). Les deux interventions suivantes sont revenues sur les services publics. Un délégué syndical CGT de l'hôpital Tenon a retracé le démantèlement du service public hospitalier depuis une vingtaine d'années. Puis, un postier a parlé de la privatisation de La Poste. Daniel Bensaïd a ensuite abordé la situation politique, sous un angle plus international, revenant sur la profondeur de la crise et sur son versant guerrier. Enfin, un court échange a eu lieu avec les personnes venues assister au meeting. Il a révélé à la fois l'intérêt et la disponibilité d'une série de militants et de militantes pour le processus NPA, mais aussi la nécessité d'affiner nos réponses face à la situation et de proposer des mobilisations concrètes.

Près de 250 personnes ont participé à cette réunion publique. Beaucoup ont poursuivi la discussion autour d'un verre. Il y avait là un public divers, de tous âges et origines, autant de militants expérimentés que de personnes pour qui il s'agissait de la première expérience de ce type. Une quarantaine de contacts ont été pris, pour venir participer à la construction du NPA dans la perspective du congrès de fondation, en janvier prochain. La journée a fini tard, les discussions

politiques laissant peu à peu la place à la musique et à la danse. En tout, plus de 300 personnes sont passées à la réunion publique ou à la fête, venues manifester d'une façon ou d'une autre leur soutien au mouvement. Toutes et tous ont pu vérifier que la politique et la fête peuvent faire bon ménage. Expérience à reproduire !

Saint-Nazaire

Le comité local du NPA de Saint-Nazaire a tenu, mercredi 22 octobre, sa première réunion publique. 60 personnes y ont participé. À la tribune, un militant local de la LCR et trois camarades membres du NPA et élus municipaux à Rezé, Missillac et Saint-Nazaire, ont présenté leurs expériences sur la construction du NPA et sur la lutte contre la destruction du service public de l'éducation. De la salle, deux camarades ont partagé leur analyse de l'attaque portée contre le service public postal. Puis, Alain Krivine a développé l'analyse de la LCR et du NPA sur la crise, ses conséquences sur le salariat et dans les milieux modestes, ainsi que les propositions pour faire face à la situation et à la politique réactionnaire tous azimuts de Sarkozy et du gouvernement. Au cours d'un débat d'un bon niveau politique et qui a duré deux heures, les questions des orientations du nouveau parti, de ses principes de fonctionnement, de ses appréciations des stratégies syndicales, de ses alliances, de ses rapports aux militants anticapitalistes et antilibéraux organisés au PCF ou dans les ex-comités Bové, ont été au cœur des échanges.

Rendez-vous était pris pour les « 10 heures du NPA » organisées par les camarades nantais, le 25 octobre, et pour les prochaines initiatives du jeune comité de Saint-Nazaire.

Fougères

Il y a plus de trente ans, Fougères (Ille-et-Vilaine, 22 000 habitants) fut le lieu d'une lutte acharnée des ouvrières et ouvriers de la chaussure de l'usine Rehaalt, qui menèrent un combat pendant plusieurs années afin d'empêcher la fermeture. Au même moment que les Lip. Le 21 octobre, c'est dans cette ancienne usine transformée en musée-exposition que le comité NPA organisait son premier meeting, avec la participation d'Alain Krivine et de camarades du NPA. Ce fut un succès : plus de 100 personnes présentes, près d'une trentaine de militants NPA de Rennes, essentiellement jeunes, avec la participation d'une délégation NPA de Saint-Malo. La grande majorité des présents était inorganisée, toutes les organisations de gauche brillant par leur absence. Un débat riche et passionnant, avec des jeunes, des enseignants ou des postiers, sur la crédibilité des réponses du NPA face à la crise, ses réponses pour les artisans ou les petites entreprises, le fonctionnement du nouveau parti, les risques de bureaucratisation, les rapports au pouvoir. Dans la salle, beaucoup de personnes se sont montrées intéressées par le projet et souvent révoltées par la passivité ou la complicité de la gauche face aux attaques de Sarkozy. Beaucoup de demandes d'adhésion à la fin de la réunion, et pas mal d'enthousiasme pour développer le NPA.

Cherbourg

Plus de 60 personnes étaient venues, mercredi 22 octobre au soir, discuter de la crise, des moyens d'y faire face et de la perspective offerte par le NPA. Nathalie Ménard a ouvert la réunion en présentant le NPA, puis Régine Mrowka, militante de la Fraction de Lutte ouvrière, est intervenue sur la situation sociale et politique. Elle a dénoncé la politique des banques, du patronat et de l'État, qui a conduit à la crise, et elle a proposé d'opposer au plan de sauvetage des banques un plan de défense des travailleurs, centré en particulier sur la question des salaires. Ensuite, Raymond Baroux, militant du NPA et militant syndical dans l'enseignement professionnel, a dénoncé la situation faite aux travailleurs localement, et il a présenté les résistances et les luttes au cœur desquelles sont engagés les camarades du NPA. Yvan Lemaitre a développé l'actualité du projet révolutionnaire, à partir de la faillite de la politique des dirigeants du monde. Un riche débat s'en est suivi :

interrogation sur notre capacité à construire réellement du neuf, qui corresponde aux besoins des travailleurs, la nécessité pour les militants écologistes de prendre leur place dans cette perspective, les moyens de répondre aux capitulations syndicales afin d'aider les convergences... La soirée fut chaleureuse et unitaire et plusieurs camarades ont dit vouloir prendre leur place au NPA.

Ile de la Réunion

À la Réunion, la droite a été défaite aux dernières élections municipales, mais au prix, pour la gauche, d'alliances glauques : à Saint-Denis, le PS a débauché des droitistes extrêmes, le Parti communiste réunionnais a poursuivi la gestion de l'île avec Sarko et l'Europe. Au point de soutenir le Modem à Saint-Leu, contre sa section locale (800 cartes). Ce sont cette section, emmenée par Nathalie, planteuse de cannes à sucre, et le Mouvement pour une alternative réunionnaise à l'ordre néolibéral (Maron) qui ont engagé le processus de lancement d'un NPA réunionnais. Le 25 octobre, malgré la coupe de la canne et la Diagonale des fous (140 kilomètres, 10 000 mètres de dénivelé... à pied !), une centaine de personnes ont participé aux premiers débats, fortement marqués par la revendication d'identité réunionnaise (niée pendant l'ère Debré et pendant des siècles d'esclavagisme) et la volonté internationaliste (en lien avec les exploités français et les peuples de l'océan Indien), en présence de militants culturels, associatifs et syndicaux. Les groupes vont se structurer aux quatre coins de l'île, afin de préparer manifestations et université d'été. ■

Correspondants

* Paru dans Rouge n° 2272, 30/10/2008.

Strasbourg : Plan emploi de Sarkozy : « du flan et de la provocation », selon Besancenot (LCR)

STRASBOURG, 28 oct 2008 (AFP) - Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, a estimé mardi à Strasbourg que les mesures annoncées par Nicolas Sarkozy à Rethel (Ardennes), pour amortir les effets de la crise financière sur l'emploi, étaient « *du flan et de la provocation* ».

Le leader trotskiste participait aux côtés de la porte-parole de LO, Arlette Laguiller, à une manifestation de 200 (police) à 500 (CGT) salariés venus majoritairement de l'usine General Motors à Strasbourg et de l'usine Peugeot de Mulhouse. Les mesures annoncées, « *c'est du flan et de la provocation : Sarkozy dit qu'il va soi-disant créer 100.000 emplois aidés mais il y a quinze jours, il a annoncé des milliers de suppressions d'emplois dans la fonction publique pour soi-disant sortir de la crise économique* », s'est étonné le leader trotskiste.

A propos des contrats de transition professionnelle (CTP), il a pris l'exemple de Sandouville Renault au Havre : « *Mille salariés vont rester sur le carreau et on veut nous faire croire que ces salariés, que Renault ne pourrait pas garder en raison de la crise, seraient repris en CTP par les PME et PMI du bassin d'emploi du Havre qui est déjà complètement sinistré* ».

Interrogé sur les propos du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault qui a évoqué mardi la possibilité d'une « *mobilisation commune* », il a déclaré : « *Tout ce qui ira dans ce sens, on le soutiendra, il n'y a pas de place pour les querelles de chapelles alors que l'on est dans une catastrophe sociale* ». La classe ouvrière qu'on croyait invisible n'a pas disparu, elle se mobilise

contre les licenciements, a-t-il ajouté.

Dans les tracts et les prises de parole, la CGT métallurgie a dénoncé une dégradation « *sans précédent* » de l'emploi dans le secteur automobile en Alsace, estimant que « *16.000 salariés (sous-traitants et fournisseurs inclus) sont ainsi victimes de l'appétit des actionnaires* ». Le syndicat a dénoncé mardi les journées chômées, les prises de congés et les RTT obligatoires ainsi que des baisses de salaires de l'ordre de 300 à 500 euros par mois. « *Les patrons ont des primes et toi, on t'élimine* » affirmait une banderole, alors que le cortège se rendait sans incident de la place de Bourse à la Préfecture.

AFP gl/tj/ilc

Olivier Besancenot à Strasbourg le 28 octobre.

Communiqué de la LCR.

Pour préserver leurs bénéfices et les dividendes versés aux actionnaires, les patrons de l'automobile ont décidé de mettre au chômage technique les salariés pour des périodes allant de 1 à 10 semaines.

Les salariés des entreprises sous-traitantes subissent également de plein fouet les conséquences cette situation.

Après les manifestations au Salon de l'Automobile, le blocage de l'usine Renault-Sandouville, de nouveau les salariés de l'automobile et de la métallurgie seront dans la rue, mardi 28 octobre, à Strasbourg, à l'appel de la CGT Métallurgie Alsace, à 14h30, Place de Lattre de Tassigny (Place de la Bourse).

Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, sera présent et manifestera sa solidarité avec les travailleurs de la métallurgie, de l'automobile et des entreprises sous-traitantes pour la défense de l'emploi, contre les milliers de licenciements programmés par les PDG de Renault, PSA, General Motors, Ford et des équipementiers de l'automobile, le maintien de leurs droits sociaux.

Le 27 octobre 2008.

D'autres réunions...

EURE : 530 personnes à Évreux

Ce sont pas moins de 530 personnes qui se sont réunies dans la grande salle du cinéma Zénith, pleine à craquer (une bonne cinquantaine de personnes ne pouvant entrer pour des raisons de sécurité), pour assister au premier meeting départemental du NPA-27, le 10 octobre, à Évreux (Eure). Ce chiffre indique assez que cette initiative a été un véritable succès. En première partie, des camarades des comités du département sont intervenus : Jacques Louis, qui a fait état des progrès du NPA dans l'Eure et de la situation à Évreux, évoquant les graves menaces qui pèsent sur les

services publics ; Nicolas, qui a expliqué son départ du PS pour rejoindre le NPA ; Éric, membre de l'Étincelle engagé dans la construction du NPA ; Sophie, militante du NPA et animatrice du réseau Sortir du nucléaire ; et Gilles, militant NPA et responsable syndical bien connu à Renault-Cléon, qui a rendu compte de la mobilisation des salariés contre les licenciements boursiers, en concluant par la nécessité d'un nouveau parti défendant jusqu'au bout les intérêts des salariés. Enfin, les représentants du RESF-27 et du collectif des Déboulonneurs antipub ont pu présenter leurs campagnes.

L'intervention d'Olivier Besancenot sur la crise du capitalisme a montré la symbiose entre capital financier et capital industriel. Sous les applaudissements de la salle, il a terminé par la nécessité d'un plan d'unité et d'urgence en défense des salariés, afin de faire payer sa crise au capital.

Même si le contexte de la crise financière a contribué à son succès, la réussite du meeting est le résultat d'une campagne d'affichage et d'information très importante : 20 000 tracts, 1 000 affiches... Ces dernières semaines, la centaine d'adhérents du NPA n'a donc pas chômé. Près de vingt personnes ont laissé leurs coordonnées pour participer à la construction du NPA. Les comités locaux du NPA-27 vont maintenant renforcer leur présence pour expliquer la crise du capitalisme et organiser la réponse collective des salariés et de la population autour du plan d'unité et d'urgence.

Correspondant

** Paru dans Rouge n° 2271, 23/10/2008.*

Deux réunions constructives

Les 3 et 10 octobre, se sont tenues des réunions publiques NPA à Villefranche-de-Rouergue puis à Decazeville (Aveyron), deux bassins d'environ 17 000 habitants chacun. La réunion publique de Villefranche a été animée par Frédéric Borrás, du comité d'animation national provisoire du NPA, et elle a réuni une quarantaine de personnes. Celle de Decazeville a été animée par Julien Terrié, jeune Toulousain de 28 ans, membre de la direction nationale de la LCR, devant un public de 80 personnes.

À Villefranche, le tout nouveau comité NPA est né alors que la LCR n'existait pas dans le bassin. À Decazeville, le comité NPA a été lancé par la section de la LCR et il connaît déjà un succès qui va bien au-delà. Beaucoup de questions ont porté sur la volonté de ce futur parti de prendre ses responsabilités lors des futures échéances électorales et sur son rapport aux institutions politiques. Les récentes élections sénatoriales ont souligné le caractère profondément antidémocratique de cette institution, plusieurs intervenants étant choqués par le train de vie de ces élus. Du coup, les questions du mandat impératif - sa durée, son renouvellement - et le salaire des élus ont été évoqués. Nos revendications salariales ont aussi été débattues, notamment entre les sceptiques et les partisans d'une augmentation des salaires de 300 euros et du « pas de revenu inférieur à 1 500 euros ».

Le principal enseignement de ces deux réunions a été le plaisir partagé par tous de débattre collectivement des enjeux sociaux et politiques du moment. Enfin, un jeune participant de la réunion de Decazeville a annoncé que Rodez (chef-lieu de l'Aveyron) n'avait plus que quelques jours à vivre sans comité NPA.

Alain Zarate

** Paru dans Rouge n° 2271, 23/10/2008.*